

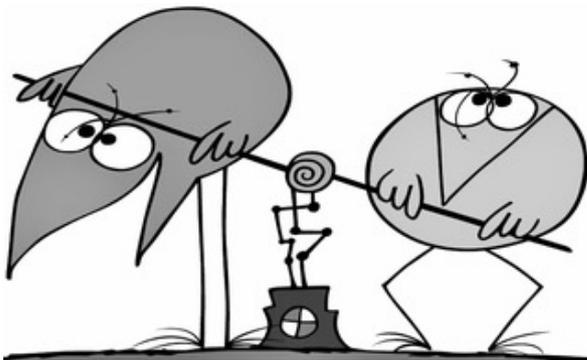


PÉNURIES DE POSTES, INFLATION, RECRUTEMENTS ET FORMATIONS BIDONS...

COUP DE CHAUD SUR LA RENTRÉE 2022 !!

Les pyromanes ne prennent pas de vacances

C'est la rentrée ! Outre que les bronzages ont un petit arrière-goût d'incendie, les rivières et les moyens de l'école publique sont plus que jamais à sec. La politique de la terre brûlée a carbonisé tous les services publics. Les décennies de déclasserment salarial, de dénigrement des fonctionnaires et de maltraitance managériale s'achèvent logiquement par une école que désertent ses personnels les plus investi-es. Le ministre Ndiaye reconnaît de « réelles difficultés » (*Libé*, 27 août) quand Blanquer nous aurait servi un *tout-est-prêt*... C'est déjà ça. Mais au-delà de la forme, seul un vrai changement de politique peut réparer l'école publique. En dépit d'une communication moins arrogante, Ndiaye s'inscrit dans les pas de son prédécesseur et dans l'ombre de son président-manager : paie au mérite et mise en concurrence, revalorisation en trompe-l'œil, concertation fantôme, fuite en avant dans le *new public management* de « l'école du futur »... Tout y est.



Le ministre change mais le naufrage continue

Pour tenter de juguler la pénurie organisée de profs, on a recruté à l'arrache (*job dating*) et on a formé ces gens en 4 jours la dernière semaine d'août pour en faire des profs. Comme le scandale est un peu trop visible et qu'on peut être sûr qu'une bonne partie de ces nouveaux collègues parachuté-es auront démissionné dans quelques semaines, le ministre parle d'un concours de titularisation au printemps, principalement destiné aux contractuel·les du premier degré. Pour ce qui concerne la CNT, nous revendiquons la titularisation de tou·tes les précaires sans condition de concours ou de

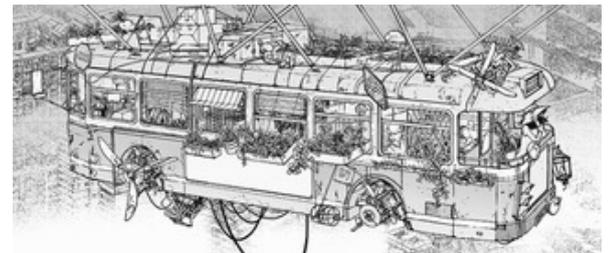
nationalité depuis 30 ans...

Pour tenter d'hypnotiser les fonctionnaires, le gouvernement annonce un dégel du point d'indice (congelé depuis 2010) et sa hausse de 3,5 %. L'inflation, elle, flirte avec les 8 % pour cette fin d'année. Nos revenus devraient ainsi augmenter deux fois moins vite que les prix. Nous avons perdu 20 % de salaire réel (pouvoir d'achat) en 20 ans et l'érosion continue.

Il faut aussi savoir qu'une augmentation du point d'indice a pour effet mécanique d'augmenter davantage les gros salaires que les petits. A-t-on vraiment besoin de donner plus aux inspecteurs et inspectrices qu'aux profs ? Mais surtout, les AESH restent à 850 € par mois et le ministre n'envisage ni un vrai statut, ni un vrai salaire, sauf si elles et ils consentent à assurer des temps périscolaires pour compléter leurs revenus. Le mépris pour les enfants en situation de handicap et celles et ceux qui les accompagnent continue lui aussi. Les AED ne sont guère mieux loti-es.

Le management n'est pas la solution, c'est l'ennemi des travailleurs et des travailleuses !

La Poste, France Telecom (Orange), EDF (Engie), SNCF, hôpital public... Pour imposer des régressions, la méthode est éprouvée, car c'est toujours la même. On casse ce qui fonctionne en finançant toujours moins les structures (suppression de postes, de moyens...). Une fois les dysfonctionnements constatés, on peut venir imposer des changements régressifs en prétendant apporter des solutions. On appelle cette vieille ficelle la *stratégie du choc*.



Nous en sommes exactement là dans l'Éducation nationale. Et, pour ce qui nous concerne, cette stratégie va prendre le nom de « l'école du futur ». On va nous parler d'augmentation conditionnée par un « nouveau pacte avec les enseignants ».

Ces « solutions » sont aussi anciennes que dangereuses. Ce sont les vieilles lunes de l'idéologie libérale qui prouve partout son inefficacité et sa toxicité. Paie au mérite, autonomie des écoles, contractualisation des moyens en fonction de « projets locaux », mise en concurrence des établissements et des écoles, mobilité et polyvalence des personnels : ces « vieilles innovations » sont des armes contre l'école publique.



Si nous refusons la paie au mérite, c'est parce que nous savons qu'elle est un instrument délétère. Elle divise les équipes et permet d'imposer des orientations politiques qui ne sont pas dans l'intérêt des élèves. Cette mesure est contraire aux valeurs du service public, basées sur la coopération et la conscience sociale des professionnel·les. Les primes sont des instruments de domestication des personnels. C'est pour ça que les libéraux les adorent et les préfèrent aux augmentations de salaire.

★ Ainsi, il faudrait attendre une nouvelle « consultation » avec les syndicats après la farce du Grenelle et alors que les organisations syndicales sérieuses et lucides ont établi, dans l'unité et de longue date, la liste des revendications qui sont autant de solutions d'urgence pour notre école ?

★ Quand la moitié de la profession est au bord du burn-out, imaginer que les personnels pourraient « travailler plus » traduit encore leur ignorance pour la réalité de notre travail et le mépris qui va avec !

★ Ainsi, il faudrait accepter la sélection de « parcoursup » pour masquer les diminutions de places en université et acter, de ce fait, la fin de l'accès aux études supérieures des enfants de la classe ouvrière ?

★ Ainsi, il faudrait accepter que la voie professionnelle finisse d'être bradée au patronat après sa mise sous

tutelle par le ministère du travail et l'anéantissement quasi-total des heures d'enseignement général ? Nous refusons les formations patronales purement utilitaristes et le renoncement à donner aux enfants de la classe ouvrière une culture générale que reçoivent les élèves des autres filières.

★ Ainsi, il faudrait accepter que les directeurs et directrices d'école primaire deviennent des managers (loi Rilhac), sans pratique de classe, spécialisés dans la transmission des directives officielles, les contrôles et le recrutement des personnels, la distribution de primes pour les collègues « méritant-es » ?

On ne résout pas un problème avec le mode de pensée qui l'a engendré !

Une rentrée crash test

Avec des profs contractuel·les non formé·es à la pelle, les pénuries prévisibles, les classes surchargées et un ministre en période d'essai, cette rentrée ne devrait pas « bien se passer ». Nous devons œuvrer à l'unité des personnels en refusant les divisions entre titulaires et précaires, entre les statuts et les fonctions. Il nous faudra trouver en équipe, en nous organisant par nous-mêmes, les moyens de construire une riposte sociale à la hauteur des agressions que nous subissons.

Nous devons préparer l'offensive pour imposer d'autres choix économiques et politiques. Au-delà de l'école, chacun, chacune, peut constater les périls climatiques et sociaux qui s'accumulent, toujours plus vite, toujours plus forts. Pour nous, pour nos collègues précaires, pour beaucoup d'élèves et leurs familles, les mots du Président sur l'abondance et l'insouciance sont des insultes.

La meilleure défense, c'est la lutte !

La CNT se joindra à l'ensemble des mobilisations, à commencer par la grève interprofessionnelle du 29 septembre. Elle mettra tout en œuvre pour construire la riposte sociale susceptible d'asseoir un rapport de force favorable aux intérêts des personnels et de la classe ouvrière. Nous continuerons de nous organiser et d'agir pour une révolution sociale, éducative, pédagogique et communiste libertaire !



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE LA MAUVAISE HERBE, REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
 Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal et ville :

La Mauvaise herbe, CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris